



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Rapport de la Cour des comptes sur l'enseignement primaire.

Question écrite n° 7360

Texte de la question

M. Fabrice Brun interroge Mme la ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur les suites données aux conclusions du rapport de la Cour des comptes publié le 20 mai 2025, étudiant la dégradation de l'enseignement primaire en France. En effet, au sein de ce dernier, la Cour des comptes pointe plusieurs éléments alarmants, notamment le déclin des performances scolaires, en « dépit de l'augmentation constante ces dix dernières années de la dépense consacrée à l'école primaire » (2,1 milliards d'euros de l'État en 2022). Il évoque également la difficulté de l'école de résorber les disparités de niveau et les iniquités suivant le milieu social dont est issu l'enfant. Il fait également l'état du niveau des élèves stagnants depuis 2016, notamment en mathématiques où la France se trouverait à la 21e place des pays de l'Union européenne. Des problématiques nationales conjuguées à des difficultés locales, notamment sur le remplacement de professeurs d'enseignement primaire en zone rurale. Une situation renforcée par plusieurs dysfonctionnements structurels, notamment au premier, une gouvernance de l'école encore trop centralisée, une organisation du temps scolaire en décalage avec les besoins des élèves, ainsi qu'un recul de l'attractivité du métier d'enseignant. Face à cette situation, la Cour des comptes formule plusieurs pistes d'amélioration, notamment sur le recrutement et la formation des enseignants, sur les usages pédagogiques, sur la réforme du statut des directeurs d'école, ainsi que sur la nécessité de mieux associer les collectivités territoriales à la politique éducative. Au-delà de ces éléments, le rapport appelle à une nécessaire refonte du système éducatif de l'école primaire. Considérant ces éléments, il lui demande quelles suites le Gouvernement entend donner à ce rapport et quelles initiatives il compte mettre en place afin de répondre aux conclusions alarmantes dressées par le rapport de la Cour des Comptes.

Données clés

Auteur : [M. Fabrice Brun](#)

Circonscription : Ardèche (3^e circonscription) - Droite Républicaine

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 7360

Rubrique : Enseignement maternel et primaire

Ministère interrogé : [Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche](#)

Ministère attributaire : [Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 juin 2025